



Être parent immigré en France

Quelle relation avec l'Ecole pour les parents venus de l'étranger ?

ÉDITORIAL

Marie-Andrée BLANC
Présidente de l'UNAF

Selon l'INSEE, un quart des 166 280 immigrés âgés de plus de 20 ans et arrivés en France en 2012 déclarent vivre en couple avec enfant et 2 % sont parent d'une famille monoparentale.

Comme l'UNAF représente l'ensemble des familles, y compris les familles étrangères, nous avons souhaité réaliser une étude approfondie pour mieux comprendre les réalités vécues par les parents immigrés primo-arrivants, avec un éclairage sur leur rapport à l'école.

Diversité des histoires de vie

Il y a autant de projets d'immigration et de conditions de vie en France que de personnes. On ne peut évidemment pas comparer la situation d'une famille en « *danger de mort* » dans son pays, avec celle de ceux qui viennent ici pour faire des études et qui se marient avec une ou un Français. Une constante cependant : l'apprentissage du français est primordial pour s'intégrer, tisser des liens, suivre la scolarité de ses enfants... se sentir heureux en France.

Investissement autour de l'école

Quand on vient d'un pays en guerre ou pauvre, l'école est source de tous les espoirs. Et que l'on se sente plus ou moins bien en France, l'école française est perçue comme la promesse d'un bel avenir pour ses enfants, une quête fondamentale pour les parents.



Obstacle de la langue

Malheureusement, malgré les années, certaines personnes ne maîtrisent pas la langue française pour diverses raisons. Elles sont alors isolées, en difficultés pour accompagner les enfants dans leur scolarité. Quelle que soit leur motivation initiale, les parents ne découvrent que peu à peu l'investissement demandé par l'école française pour le suivi de la scolarité de leurs enfants.

Des besoins sur le long terme

Les besoins des parents sont nombreux et à toutes les étapes, les associations familiales ont donc un rôle à jouer : accueil d'urgence aux côtés des associations caritatives, ou accompagnement sur le long terme pour mieux comprendre la société française et son fonctionnement, aide à la scolarité des enfants ou enseignement du français...

Objectifs de l'étude

L'objectif de l'étude est de comprendre comment les parents immigrés (arrivés depuis moins de 6 ans) perçoivent leur vie en France. Dans un second temps leurs relations avec l'Ecole et leur compréhension de son fonctionnement, au regard de leur propre expérience de l'école dans leur pays d'origine sont analysées. Par ailleurs, le suivi de la scolarité de leurs enfants, ainsi que les difficultés éventuelles vécues par leurs enfants sont interrogées. Enfin, nous souhaitons connaître la notoriété des associations familiales et les attentes de ces familles en termes de services.

Réalisation de l'étude :

Patricia Humann, coordinatrice pôle Education UNAF et Geneviève Broutechoux, psychosociologue

Méthodologie

La méthode est exclusivement qualitative sous forme d'entretiens semi-directifs approfondis d'une durée de 1h30 avec des parents vivant avec leurs enfants en France et arrivés depuis moins de 6 ans. Les entretiens ont eu lieu à Paris (personnes habitant l'Île-de-France) et à Tours. Les parents sont accompagnés d'un traducteur s'ils le souhaitent.

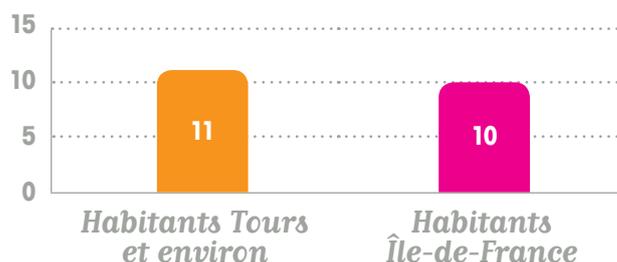
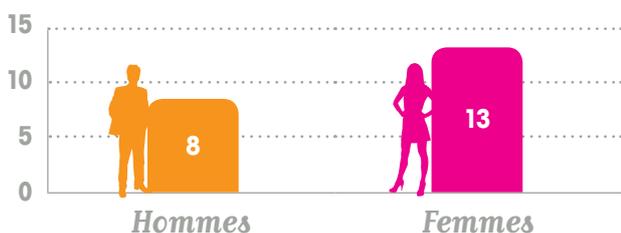
Échantillon

21 entretiens semi-directifs approfondis de 1h30, de personnes :

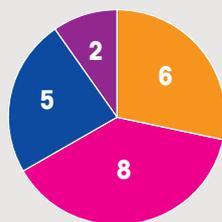
- nées étrangères en pays étranger
- arrivées depuis moins de 6 ans en France
- ayant des enfants en âge scolaire, et vivant avec eux en France.

Pour 14 entretiens, l'entretien a nécessité l'aide d'un traducteur.

Notre échantillon est le suivant :

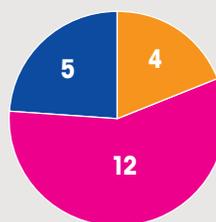


Pays de naissance



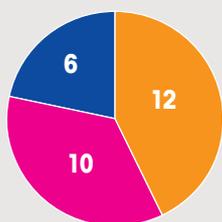
- **Nés dans un pays d'Europe :** Portugal (2), Serbie (1), Russie (1), Kosovo (1), Italie (1).
- **Nés dans un pays d'Afrique :** Algérie (3), Maroc (1), Sénégal (2), Niger (1), Cameroun (1).
- **Nés dans un pays d'Asie :** Vietnam (2), Thaïlande (1), Mongolie (1), Turquie (1).
- **Nés dans un pays d'Amérique :** Pérou (1), États-Unis (1).

Lieu de naissance du conjoint éventuel



- Conjoint né en France
- Conjoint né à l'étranger
- Famille monoparentale

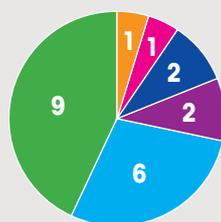
Scolarité des enfants



- Ont un ou des enfants en primaire
- Ont un ou des enfants au collège
- Ont un ou des enfants au lycée

Catégorie socioprofessionnelle de l'interviewé

(ou de son conjoint, s'il ne travaille pas)



- Agent de maîtrise (conseil clientèle tourisme)
- Retraité
- Cadres (responsable de formation, cadre militaire)
- Ouvriers (plaquiste, maçon)
- Employés (agent de sécurité, téléphoniste, agent d'entretien, employé textile)
- Sans emploi

I. Contexte général

Les personnes rencontrées à l'occasion de cette étude présentent des profils très variés. Leur histoire personnelle et les raisons qui les ont conduits jusqu'en France sont parfois heureuses, parfois tragiques. Leur adaptation une fois en France s'est également effectuée de façon inégale ; après plusieurs années sur le territoire français, si certaines se sentent totalement intégrées, d'autres doivent encore faire face à de nombreuses difficultés matérielles, culturelles, psychologiques.

L'arrivée en France peut être, typiquement, le mariage avec un Français ou une Française. L'intégration est d'autant plus facile que le conjoint Français va pouvoir se charger de bien des démarches administratives et déjouer bien des écueils culturels et logistiques – lesquels, malgré tout, restent importants. Le conjoint Français a généralement une activité professionnelle, ce qui assure une sécurité matérielle à la famille. Par ailleurs, le mariage avec un français peut faciliter l'accès à la nationalité française et à l'emploi.

A l'opposé, nous avons rencontré des personnes qui n'ont eu d'autre choix que d'abandonner leur pays car leur survie et celle de leur famille était en jeu. Les raisons de l'immigration peuvent être médicales : les personnes souffrent d'une maladie grave qui ne peut être soignée dans leur pays. D'autres fuient leur pays après avoir été victimes de persécutions (groupes de djihadistes, famille maltraitante, persécutions), et parfois menacés de mort... Sitôt arrivés en France, par des moyens parfois illégaux et dangereux, ils tentent d'obtenir le statut de réfugiés politiques. Une fois la survie initiale assurée, rester en France est pour eux un combat de tous les jours, motivé par la perspective d'une vie meilleure, plus juste. Ils veulent offrir un avenir à leurs enfants.

Entre ces deux extrêmes, on trouve des immigrations voulues, ou décidées par les hasards de la vie ; ainsi, cette jeune femme russe arrivée à Paris pour faire des études de français, aujourd'hui mariée à un français, mère de famille, et professeur de langues ; ou cette marocaine venue avec son fils rejoindre son mari, lui-même installé depuis longtemps en France ; d'autres, simplement attirés par un pays qui, pensent-ils, peut leur

apporter une vie plus satisfaisante, d'un point de vue professionnel ou personnel.

De nombreux facteurs vont influencer sur la facilité d'adaptation de toutes ces personnes en France, et, au-delà, agir sur l'intégration de leurs enfants. Parmi tous les paramètres en jeu, le plus important, de très loin, est la connaissance ou non de la langue française, ou, dans des cas plus rares dans notre échantillon, la maîtrise ou non des savoirs de base : lire, écrire, compter (dans notre échantillon, une seule personne s'est déclarée illettrée).

A la lueur des entretiens, il apparaît que la maîtrise de la langue française est une clef essentielle, et détermine au final tous les aspects de la vie des personnes interrogées dans leur nouveau pays. Parler et lire le français, rend infiniment moins difficile toutes les démarches matérielles : trouver un logement, un travail, se mettre en règle avec l'administration, comprendre ses droits, consulter des médecins, s'informer... En ce qui concerne les enfants, cela permet de choisir un établissement scolaire, de dialoguer avec les enseignants, de comprendre les communications, et surtout de suivre la scolarité de son enfant et de l'aider à s'orienter.

La maîtrise de la langue n'est pas uniquement indispensable à l'intégration matérielle, mais elle sert également à créer du lien social. Parmi les personnes interrogées, toutes celles qui n'avaient pas réussi à apprendre suffisamment le français au bout de quelques années exprimaient une sensation de grande solitude et de découragement. Ceux qui avaient une relative maîtrise du français, parce qu'ils l'avaient appris ou qu'ils étaient issus d'un pays francophone, dégageaient l'impression d'un meilleur contrôle de leur vie, et d'une meilleure capacité à surmonter les obstacles inévitables liés à leur intégration.

Pour toute famille étrangère arrivant en France, l'école joue un rôle primordial. L'école fait souvent partie du projet d'immigration : dans l'imaginaire de nombreuses personnes interrogées, bien avant leur arrivée, la France était vue comme un pays d'opportunités, capable notamment d'offrir à ses enfants une scolarité de meilleure qualité

que celle dispensée dans le pays d'origine. L'école représente l'espoir d'une vie plus heureuse pour ses enfants, espoir qui justifie le sacrifice des parents et leur donne l'envie et le courage pour surmonter les obstacles.

— « J'étais plus heureux en Algérie où j'avais un commerce, mais je ne regrette pas mon choix, pour mes enfants. » Homme, Algérie.

L'école est une priorité : inscrire ses enfants à l'école est souvent le premier acte social des personnes qui arrivent en France, parfois même avant le logement. Et, pour ceux qui peinent à apprendre le français, l'une des principales motivations pour s'accrocher reste de pouvoir superviser la scolarité de leur enfant.

Le rapport à l'école va dépendre de plusieurs facteurs, et d'abord de l'âge de l'enfant. Dans les classes maternelles et primaires, les rapports parents-écoles sont en général plus personnalisés, voire affectifs, tandis que les années de collège et de lycées correspondent à une perception d'éloignement des parents de l'école, notamment car les enfants sont plus mûrs, et plus autonomes. La maîtrise de la langue française est par ailleurs plus aisée chez les plus petits, arrivés en bas âge ou même nés en France, ce qui facilite naturellement l'intégration scolaire. Pour les enfants arrivés en France plus tardivement, non francophones, la difficulté est d'acquiescer suffisamment de notions de français pour pouvoir suivre le programme, si possible en bénéficiant d'un dispositif de rattrapage spécial. Cela peut être déstabilisant pour l'adolescent, qui peut avoir par ailleurs à gérer des différences de culture ou d'âge. L'accueil de la part des autres enfants de la classe n'est pas toujours bienveillant.

L'attitude de chaque parent est également déterminante dans le rapport avec l'établissement scolaire. Certains parents étrangers vivent la scolarité de leur enfant comme un tremplin d'insertion pour eux-mêmes : ils participent activement à la vie de l'école, nouent des relations avec les autres parents, même alors qu'ils parlent très peu le français. Pour d'autres, au contraire, l'école est vue comme un lieu inaccessible, peu accueillant à leur égard, et ils en souffrent.

II. 4 types de situations rencontrées

L'analyse des témoignages fait apparaître une typologie parmi les personnes interrogées. Au-delà de l'histoire personnelle et du contexte matériel et intellectuel, cette typologie met à jour leurs besoins, leurs attentes, leurs espoirs, et leur perception de l'école et de la scolarité de leurs enfants.

Il convient de rappeler que ces types représentent des grandes tendances constatées au moment de l'entretien.

Type A : "le confort" (7 personnes sur 21 dans notre échantillon)

Les personnes de la catégorie « Confort » sont celles dont on peut dire que l'intégration est réussie. On constate qu'elles n'ont en général pas quitté leur pays par pure nécessité. Dans cette catégorie, la plupart des gens ont un conjoint français. Une

rencontre a parfois eu lieu dans leur propre pays, lors de vacances, ou d'un déplacement professionnel, soit en France, à l'occasion d'un séjour linguistique par exemple.

Mais l'arrivée en France peut également être le résultat d'une curiosité culturelle, d'une envie de voyager, ou d'exploiter sa connaissance du français, pour les francophones. Parfois on veut aussi se rapprocher d'un membre de sa famille.

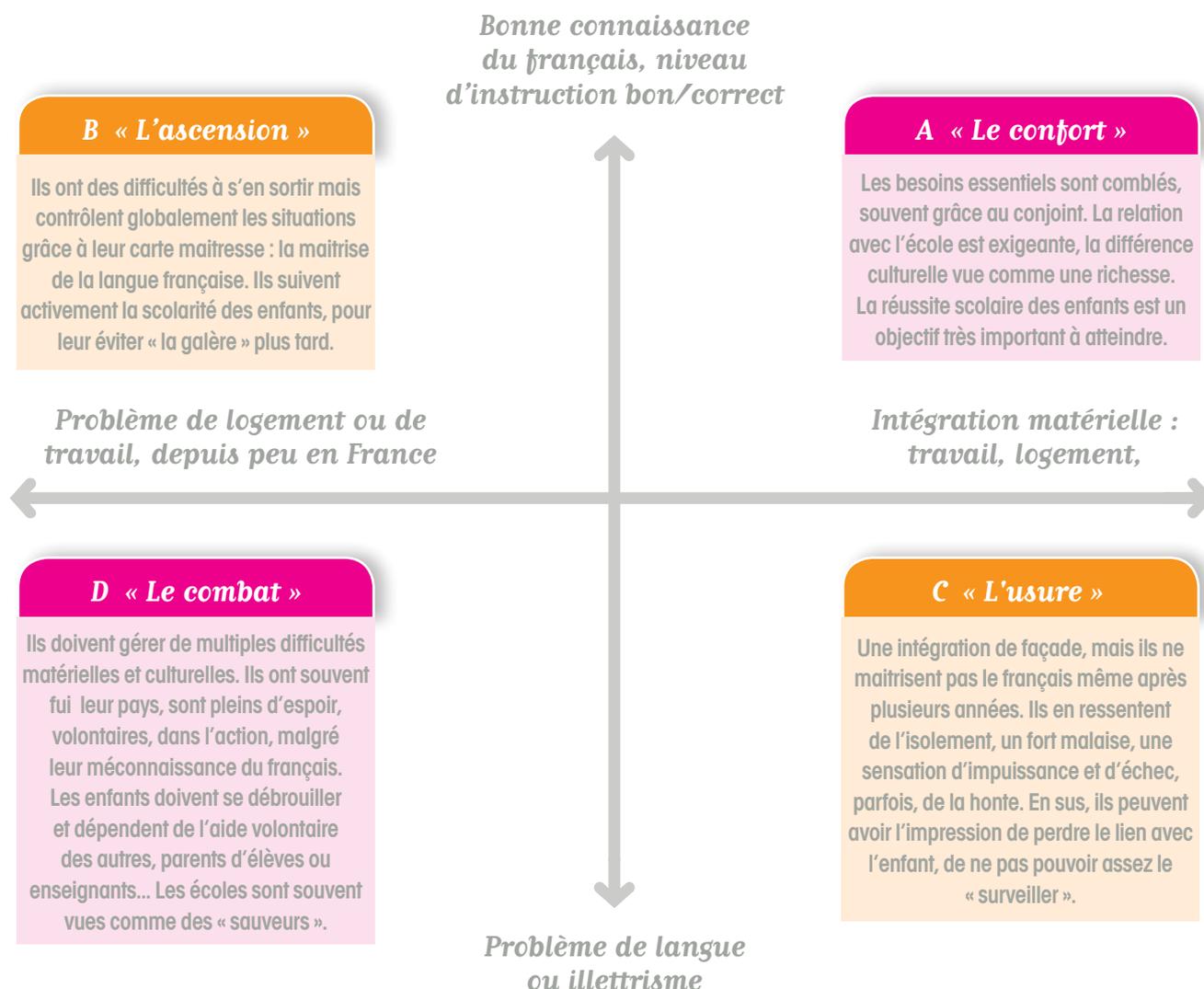
— « Je parle couramment le français, ma mère est des Antilles françaises, mon père est américain. Après son divorce, ma mère est venue s'installer en France. Il y a cinq ans, j'ai décidé de la rejoindre. » Femme, Etats-Unis.

Ils ne sont pas partis pour fuir une situation catastrophique, mais plus par choix professionnel ou familial, et pour un meilleur confort de vie. Souvent, leur arrivée en

France a été facilitée par leur conjoint français, et par l'entourage de celui-ci, belle-famille, amis... Le mariage permet en outre d'acquérir des droits, une naturalisation. Ils sont là pour leur propre épanouissement, et pas uniquement par souci de construire un avenir pour les enfants – même si c'est aussi un critère important.

— « J'ai quitté le Cameroun il y a sept ans. Je cherchais une vie meilleure. J'avais des amis en France, je suis venu et j'ai rencontré ma compagne. J'ai emménagé avec elle. » Homme, Cameroun.

Ils sont dans une vision particulièrement positive de l'immigration : l'apprentissage de la langue n'est pas toujours un besoin vital, si c'est le conjoint qui travaille, mais il est vu comme un effort essentiel, qui est d'ailleurs encouragé par l'entourage et les enfants.



— « Au début, je parlais anglais, mais personne ne parle anglais à la Préfecture... Ce qui est essentiel, c'est de maîtriser la langue du pays où on habite... Ce n'est pas du tout facile d'apprendre le français. J'ai pris des cours très chers, je payais de ma poche. Le niveau n'était pas très bon alors je regardais la télé sans arrêt, j'écoutais la radio, j'essayais de comprendre les gens autour de moi, je leur demandais « qu'est-ce que ça signifie ? ». C'est ma motivation et mon envie d'apprendre la langue qui m'ont aidée. » Femme, Italie.

— « C'est lui, mon fils, il m'apprend à causer... Il me dit : maman, ce n'est pas comme ça... » Femme, Thaïlande.

Ils vivent leur situation d'immigré comme une richesse, pas une faiblesse. C'est d'ailleurs une valeur qu'ils souhaitent transmettre à leurs enfants.

— « Nous avons vécu dans plusieurs pays. Donc mon fils s'adapte facilement... Avoir une double culture, c'est une richesse, ça pousse tout le monde vers le haut. » Femme, Thaïlande.

Ils sont conscients de ce que la France peut leur offrir, même s'ils ont du recul. Certains y ont trouvé un épanouissement qu'ils n'avaient pas trouvé chez eux. Ainsi, Acha¹ goûte à une liberté qui, en tant que femme, aurait été plus difficile à conquérir dans son pays. Elle déniche des formations, va vers les autres...

— « Je m'adapte de mieux en mieux, avant je ne sortais pas beaucoup, d'autant que mon mari est jaloux. Mais j'ai fait une formation, on était que des filles, ça s'est super bien passé ! Et puis les parents (à l'école) sont sympas avec moi, ça se passe très bien, c'est un parent qui a conseillé qu'on mette mon fils au club de foot... Et tous les mardis, j'ai des ateliers pour cultiver l'estime de soi. » Femme, Cameroun.

La plupart – mais peut-être surtout les mères – tentent de perpétuer les traditions de leur pays d'origine, par la cuisine traditionnelle, les fêtes, les contes. Ils n'ont pas rompu le lien avec leur ancien pays et y vont régulièrement en famille.

— « On essaie d'emmener les enfants en Russie tous les étés pour voir les grands-parents... » Femme, Russie.

Type B : "l'ascension" (3 personnes sur 21 dans notre échantillon)

Dans cette catégorie, immigrer en France a été un acte choisi. Ils parlent correctement le français – qu'ils ont appris dans leur pays natal ou en arrivant. Mais leur situation matérielle est difficile – chômage ou revenus très faibles. Ils ont l'énergie de s'en sortir, croient en l'avenir, mais connaissent parfois des moments de découragement. Néanmoins, aucun ne regrette le choix d'être venu en France.

Tous connaissent dans leur pays une situation insatisfaisante de travail ou politique. L'un d'eux, un Algérien, est venu en France pour protéger sa famille de menaces islamistes. Les autres, issus d'Italie et du Portugal, n'étaient pas en danger, mais attendaient plus de la vie, et pensaient trouver plus d'opportunités en France.

— « J'étais attirée par la politique sociale française. La France est un pays plus ouvert, plus flexible, un pays de droit. En Italie, on est jugé d'après les vêtements, on ne juge pas d'après ce qu'on est... Et il y a beaucoup de racisme. » Femme, Italie.

Les Européens ont profité de leur droit de circuler librement dans la Communauté européenne pour venir chercher du travail en France, ce qui ne les a pas dispensés d'apprendre le français, au contraire : c'est une démarche qui leur demande parfois énormément d'efforts, mais ils savent que leur intégration est à ce prix. Du point de vue linguistique, ils ont passé le cap le plus dur, ont une forte volonté d'apprendre et n'hésitent pas à participer à des conversations quel que soit leur niveau de français.

— « Au début, la langue, quand on sait juste dire bonjour et merci, c'est dur... Mon fils parle mieux que son papa. J'apprends avec lui. Le mercredi, il rapporte toujours un petit livre de la bibliothèque et on le lit ensemble. » Homme, Portugal.

Néanmoins, si leur niveau de langue leur permet de se débrouiller au quotidien, il n'est pas toujours suffisant pour leur permettre de travailler à un niveau équivalent à celui qu'ils ont quitté, ce qui est parfois source de frustration.

Pour Carmela, la situation est d'autant plus

difficile qu'elle s'est séparée de son compagnon et élève seule sa fille de 14 ans. Elle fait des ménages alors qu'elle avait son propre cabinet d'assistance juridique dans son pays d'origine. Hachem, quant à lui, est en attente de régularisation de ses papiers. En attendant, il « se débrouille » et cet ancien cadre dans le secteur médical fait vivre sa famille de petits boulots.

Tous avaient un point d'ancrage à leur arrivée, famille ou amis, qui les ont accueillis et aidés au départ.

— « J'avais un voisin en Algérie qui habitait Tours. Quand je suis venu, il m'a hébergé, puis j'ai sous-loué un appartement. » Homme, Algérie.

Dans cette catégorie, les gens ne sont pas déçus d'être en France, même s'ils trouvent la vie très difficile d'un point de vue matériel. Généralement, venir en France s'est accompagné d'une perte de statut social qu'ils se battent pour reconquérir.

Ils sont volontaires mais parfois se découragent.

— « Des fois la vie est dure, je remercie Dieu d'avoir une fille, sinon je serais morte. » Femme, Portugal.

Quand ils le peuvent, ils recourent aux aides sociales disponibles. Certains ont également recours aux associations, qui leur procurent de l'aide matérielle, mais également du lien social.

— « En arrivant à Tours, j'ai contacté l'association Chrétiens Migrants. Ils me paient ma carte de bus. Le secours Catholique nous aide de temps en temps, et je m'adresse aussi aux Restos du Cœur pour l'alimentation. De mon côté, je fais du travail bénévole pour la Croix Rouge, qui m'a aussi aidé. » Homme, Algérie.

Cette catégorie a également tendance à abandonner la pratique de la langue maternelle à la maison, au profit du français, dans leur volonté d'intégration.

— « Parler arabe à la maison, non, c'est un peu difficile. Avec le temps, on perd. » Homme, Algérie.

Certains interviewés ne laissent pas tomber leur propre progression. Ainsi, Pedro n'a pas pu poursuivre de longues études

¹ Les prénoms ont été changés, en préservant cependant la référence à leur pays d'origine.

et ici suit une formation dont il n'aurait pas forcément bénéficié dans son pays d'origine. Carmela cherche des formations en langue et commerce. Et Hachem qui n'a pas encore de permis de travail, a suivi une session de six mois de remise à niveau dans une clinique.

Type C : "l'usure" (7 personnes sur 21 dans notre échantillon)

Les propos ont été pour la plupart traduits par un interprète.

Cette catégorie regroupe des personnes qui ont l'impression d'avoir partiellement échoué dans leur insertion, principalement à cause de la langue. Ils sont en situation régulière et ne sont pas en danger matériel, car le foyer a des revenus, mais ils se sentent étrangers et en souffrent.

Dans l'incapacité de communiquer autrement qu'avec des personnes de leur communauté d'origine, ils ont la sensation de n'avoir que peu de pouvoir sur leur existence.

— « Je suis seule, je n'ai pas de vrais amis ici. Je n'ose pas parler, parce que je ne sais pas m'exprimer en français, du coup je n'ose pas aborder les gens. C'est difficile à cause de la langue. » Femme, Algérie.

Au-delà de leur propre malaise, ils n'ont pas les moyens de superviser la scolarité de leurs enfants. Ce sont ces enfants, en manque de signaux culturels homogènes entre leur foyer et le monde extérieur, privés de certains repères, qui peuvent se révéler fragilisés, plus tard. Les parents sont dépendants des enfants, dans une inversion des rapports de transmission, ce qui comporte un risque en terme éducatif. Ils ne sont pas forcément conscients par ailleurs de ce que demande l'école française aux parents en termes de suivi scolaire. Leur confiance dans l'école est grande.

Les personnes de cette catégorie n'ont pas toujours délibérément choisi de venir en France ; les hasards, les difficultés de la vie ont conduit la famille ou eux-mêmes à immigrer.

— « Mon mari voulait que je vienne depuis longtemps, mais j'étais bien au Maroc, je ne voulais pas venir. » Femme, Maroc.

Cette catégorie est composée en majorité de femmes qui ont suivi ou rejoint leur conjoint. Elles n'étaient pas malheureuses dans leur vie d'avant, mais ont pu le devenir depuis qu'elles sont en France, pour des raisons plus psychologiques que matérielles.

— « Ici c'est très dur. On avait acheté une maison au Portugal, et mon mari s'est retrouvé au chômage... On est venu parce qu'on avait de la famille à Tours. Maintenant, mon mari est chauffeur de bus. Là-bas, j'étais secrétaire chez un avocat. Ici, je fais des ménages. » Femme, Portugal.

Dans le cas de Dung, la situation est particulièrement difficile. Elle a quitté le Vietnam, où elle était comptable, pour suivre son mari, Vietnamien d'origine, mais de nationalité française. Dès leur arrivée à Paris, son mari l'a confinée à la maison – une situation vécue également par plusieurs autres femmes de cette catégorie. Dung a divorcé, mais le prix à payer pour retrouver sa liberté est lourd : elle travaille dans un atelier textile dans des conditions difficiles, probablement illégales, pour survivre avec sa fille. Elle se déclare épuisée et seule, et ne voit pas d'issue.

Tous déclarent avoir essayé d'apprendre le français, mais n'y sont pas parvenus. Ils se retrouvent donc très isolés.

— « Je n'ai pas le temps de prendre des cours avec les trois enfants. J'ai essayé mais le niveau des cours était trop difficile. » Femme, Algérie.

Le cas de Medjan est un peu différent : il a grandi en Kabylie et n'a pas été à l'école. Il parle un français succinct, mais surtout, il est illettré. Pour lui, toute communication de caractère officiel est difficile, notamment avec l'école. Il est venu en France pour trouver un meilleur travail, de meilleures chances pour ses enfants. Il a profité de la double nationalité franco-algérienne de sa femme pour venir travailler à Paris, où il est agent de sécurité. Il vit un malaise quotidien, du fait de son illettrisme, car il est dépendant des autres et voit dans son travail ses collègues qui progressent alors que lui-même stagne.

S'ensuivent du découragement, le mal du pays. Certains ont parfois des regrets. Certains expriment un fort sentiment de culpabilité, la honte d'avoir échoué, par rapport à la langue, et se sentent impuissants. Ils se sentent dépendants d'autrui pour tous les actes ordinaires de la vie, dépendants de leur conjoint – quand il y en a un ; et surtout de leurs enfants, sur qui, de fait, pèse une très lourde responsabilité.

Mais souvent, ils trouvent tout de même des bénéfices à être en France.

— « Ici mon mari gagne mieux, il installe des climatiseurs. La vie est plus facile concernant la santé, la PMI, l'école... Ici je gère ma vie comme je veux alors que là-bas il y a ma belle-mère qui contrôle. Ici, c'est la liberté. » Femme, Algérie.

Les personnes arrivées d'Algérie ou du Maroc peuvent évoluer au sein de leur communauté d'origine, et y trouvent même un certain confort, mais regrettent de n'avoir pas réellement de perspectives de se fondre à la société française. Les femmes apprécient la liberté des femmes françaises, mais elles témoignent de grandes difficultés à entrer dans une mécanique d'apprentissage.

De fait, les personnes de cette catégorie ne semblent pas avoir pu bénéficier de l'aide à l'intégration (Contrat d'accueil et d'intégration ou « ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration² ») et des cours de langue française. Elles sont aujourd'hui loin du circuit des associations et ne savent plus vers qui se tourner. Quand elles ont pu suivre des cours, ceux-ci leurs apparaissent peu adaptés : trop légers ou au contraire inaccessibles.

Leur consolation est de construire un avenir plus heureux pour leurs enfants.

— « J'ai pas eu la chance de faire des études, mais mes enfants, ils vont pas faire le même boulot que moi maintenant. C'est ce que je veux pour mes enfants. » Femme, Maroc.

Type D : "l'espoir et le combat" (5 personnes sur 21 dans notre échantillon)

Les personnes de cette catégorie sont celles dont la situation est la plus difficile.

²Le Contrat d'accueil et d'intégration, qui comprend des cours de langues, n'est obligatoire que depuis 2007 et ne concerne pas tous les étrangers (ne sont pas concernés par exemple les européens, les personnes malades bénéficiaires d'une carte « vie privée et familiale »...).

Elles sont arrivées relativement récemment en France, après avoir quitté une situation politique, sanitaire ou familiale très pénible ou dangereuse.

Les personnes arrivées pour problèmes de santé ont accès à des soins en France, mais ne peuvent, en théorie, rester sur le territoire à l'issue de leur traitement. Elles espèrent une régularisation du fait que leurs enfants sont scolarisés en France depuis plusieurs années. Citons Kahei, cet homme d'origine mongole, atteint d'une grave maladie des yeux, qui a rejoint la France après un long et hasardeux périple, avec femme et enfant, et dont la vue a finalement pu être sauvée ; ou Harica turque d'origine sociale modeste, diabétique, atteinte de nombreuses séquelles, et prise en charge dès son arrivée par la Croix Rouge et l'hôpital.

— « Si je n'étais pas venue en France, je serais morte. » Femme, Turquie.

Ceux qui ont fui leur pays pour d'autres raisons ont demandé l'asile politique et l'ont obtenu ou sont en attente – incertaine – de régularisation. Ces personnes ne sont pas issues de l'Union européenne et « débarquent » en France, souvent sans y avoir aucun contact, parfois de façon irrégulière (par des « passeurs »). Leur survie est un parcours du combattant.

— « En Turquie, mon mari est parti du jour au lendemain. Je suis restée dans ma belle-famille, avec un traitement impensable, traitée comme une esclave, les enfants maltraités, aucune ressource. Après quatre ou cinq ans, j'ai décidé de venir par mes propres moyens, j'ai vendu les bijoux de mon mariage, je suis venue dans des conditions impossibles. » Femme, Turquie.

— « Comme je viens d'un pays où il y a la guerre, je suis venue surtout pour sauver ma peau. » Femme, Niger.

À leur arrivée, les personnes de cette catégorie décrivent tous des situations très précaires : après un voyage souvent pénible et dangereux, ils sont parfois « lâchés » en centre-ville avec valises et enfants.

— « Le voyage était vraiment très difficile. Quand on est partis de Mongolie, on nous a fait des faux passeports, à l'époque, c'était interdit de passer la frontière mongole. Pendant 15 jours, on a traversé la

Russie puis la Hongrie en train, puis on a pris des bus. » Homme, Mongolie.

Certains passent plusieurs jours à la rue. Au hasard des rencontres avec de « bonnes personnes », comme ils les appellent, ils sont d'abord mis en relation avec le « 115 », qui tente de trouver tous les soirs un toit aux sans-abris. Puis, ils apprennent l'existence d'associations caritatives qui vont les aider pour le logement, la langue, les démarches administratives, la nourriture (Croix Rouge, Chrétiens Migrants, Secours Catholique, Restos du Cœur...). Ils n'ont absolument aucun revenu au début, et dépendent totalement de ces associations, qui tentent de leur trouver un toit, de la nourriture, une école pour les enfants, avant de s'attaquer aux questions administratives. Les pères sont souvent encouragés à faire du bénévolat dans l'un de ces organismes, ce qui les aide à développer leur réseau social, à comprendre « les astuces » pour s'en sortir...

— « Pendant un an et demie, on était au 115. On appelait le 115, on arrivait au foyer le soir et il fallait partir le matin. » Homme, Mongolie.

Pourtant ils n'ont nul regret : les situations qu'ils ont laissées derrière eux étaient tellement invivables que tout est supporté, avec l'espoir que les choses vont s'arranger. De fait, de jour en jour, leur situation s'améliore : on trouve un toit, des gens à qui parler... Contrairement à la catégorie « L'usure », ces personnes sont fières d'être en France.

— « J'aime la France, je veux rester. » Femme, Kosovo.

Leur plus grande blessure est d'avoir dû exposer leurs enfants à une telle précarité. Plusieurs années après, ils se remémorent encore les reproches : « maman, pourquoi on est partis ? ». Et de fait, leur motivation est d'espérer un avenir brillant pour leurs enfants – projet dans lequel l'école joue un rôle primordial.

— « Chaque fois que je passe à l'hôpital, je vois des étudiants en médecine. Ils sont très gentils, jeunes. Et je pense à mon fils, je me demande si un jour ça pourrait être lui. » Femme, Turquie.

Dès les premières semaines, l'école joue un rôle primordial. C'est la première institution française qui va structurer la vie des

enfants... et les maintenir au chaud et en sécurité durant la journée, alors que les parents « battent le pavé ».

— « Quand on arrive, on connaît personne, la seule personne qui vous dit bonjour le matin, c'est la maîtresse de votre enfant : « bonjour Monsieur, bienvenue, on va travailler ensemble ». C'est un soulagement énorme. On est tombé sur une directrice super. Madame X, c'était quelqu'un ! Elle disait : Ici c'est la France, tous les enfants sont pareils ! » Femme, Kosovo.

À leur arrivée, ils ne parlent pas français mais s'y mettent assez vite, et s'y tiennent. Ceux qui obtiennent l'asile ont des cours de langue obligatoires – un bon début, mais souvent insuffisant, relayé cependant par les associations caritatives (Croix Rouge).

— « J'ai l'asile politique et j'étais obligée de faire les cours de français, il y a un nombre d'heures obligatoires. Et maintenant je vais continuer. Par rapport à ma fille, pour les devoirs, c'est très très important. » Femme, Niger.

La plupart parlent avec émotion de l'accueil qu'ils ont reçu en France, tant des établissements scolaires et des associations que des particuliers. Ils en éprouvent de la gratitude. Dans certains cas, ce sont les établissements scolaires et les parents d'élèves qui semblent avoir fait le maximum pour les aider.

— « C'est grâce à l'école qu'on a eu un logement. L'école a fait des attestations en disant qu'on était une famille bien, que les enfants étaient scolarisés. Les professeurs sont allés à la Mairie pour nous. Il y a eu une mobilisation de tout le monde, les grands-parents à la retraite nous aidaient. Il y a même eu une manifestation devant la gare de Tours, avec les professeurs ! Quand on a eu un logement, on a invité tout le monde, il y avait 20 personnes. » Homme, Serbie.

Ce sont bien eux-mêmes aussi, qui, sans relations, sans notions de français, ont su provoquer la solidarité chez les autres en allant vers eux.

— « J'ai participé pour emmener les enfants à la piscine, mon fils et sa classe. J'étais volontaire, avec un professeur et une autre maman, pour accompagner les enfants, les habiller... On est là pour gagner notre vie, pour éduquer nos enfants, il faut s'intégrer ! » Femme, Kosovo.

III. Le rapport à l'école



Perceptions globales de l'école française

L'adaptation des enfants à l'école semble parfois facile, parfois plus compliquée. Au vu des entretiens, mais sans que nous puissions le confirmer du fait de la méthode d'étude utilisée (qualitative et non pas quantitative), il semblerait que les enfants du primaire se sont adaptés plus facilement que ceux du collège et des lycées.

— « Ca s'est bien passé, l'enfant s'adapte facilement à 3 ans, pas de problème. »
Femme, Niger.

Dans de nombreux cas, les parents nous relatent la gentillesse des autres élèves, un apprentissage rapide du français, des liens forts avec les professeurs.

— « Mon fils me disait que les enfants étaient très gentils ; ils lui nomment les choses pour qu'il apprenne... mon fils m'a dit au bout de quelques jours « ça y est maman, personne ne m'a rien dit ! » il était content, il s'était débrouillé seul. »
Homme, Serbie.

Mais parfois, certains parents rapportent des réactions plus dures de la part des élèves vis-à-vis de leurs enfants, surtout quand ceux-ci ne parlent pas le

français. Des situations qui échappent souvent aux enseignants, dans un premier temps du moins.

— « Les plus grands les ont traités de tous les noms, de chinois, ils ont été un peu chahutés. Surtout vis-à-vis de ma fille, en 6ème, on lui disait « mais qu'est-ce que tu viens faire ici, tu es une fille chinoise de petite vertu », ce genre de réflexion... « Tu es une petite p. » ! Finalement la gamine s'est plainte et les profs ont fait attention et il n'y a plus eu ça. » Femme, Vietnam.

Les parents sont généralement satisfaits du niveau scolaire français, du grand nombre de disciplines et d'activités offertes aux enfants qui leur semblent garantir une bonne intégration future.

Même si ils sont contents de ne pas retrouver certaines méthodes violentes qui ont cours à l'École dans leur pays d'origine, de nombreux témoignages attestent, en revanche, que la discipline pourrait être le point faible perçu de l'école française...

— « Chez nous on utilisait le fouet. »
Homme, Cameroun.

— « Ici les élèves ne respectent pas les profs, s'assoient n'importe où, n'importe comment, ont une dégaine pas possible, répondent aux profs et les profs restent passifs. » Femme, Turquie.

Quand des bagarres ont lieu dans et en dehors de l'école, elles ne sont pas suffisamment considérées et gérées par l'école.

— « Mon appartement donne au dessus de l'école. Je les vois se bagarrer de ma fenêtre pendant les récréations. Les surveillants ne font rien. » Femme, Algérie.

Certains sont choqués aussi de voir que des parents défendent leurs enfants envers et contre tout et ne montrent pas assez de respect aux enseignants.

— « Si il y a une bagarre entre enfants, les parents peuvent finir par en venir aux mains car chacun défend son propre enfant. » Femme, Algérie.

De même certains pensent que l'école n'enseigne pas assez les valeurs et le civisme aux élèves.

— « Au Maroc, c'est plus sur l'humain, on leur enseigne le bien et le mal. Ici ce n'est pas très prononcé. » Femme, Maroc.

Quelques-uns regrettent le manque de convivialité dans certaines écoles. Dans certains pays, en effet, l'école fait davantage participer les parents aux activités sociales de l'école. En comparaison, par exemple, des Etats Unis ou du Vietnam, l'école française peut être jugée comme un lieu froid et peu accueillant.

— « Aux Etats-Unis, il y a des échanges entre parents sur les programmes, sur l'école, les parents participent beaucoup à des projets artistiques et culturels. »
Femme, Etats-Unis.

Type A : (« Confort ») La mission de l'école est perçue comme une mission d'autonomisation des enfants et d'ouverture culturelle.

Ces parents sont attachés à l'apprentissage solide des fondamentaux car ils ont beaucoup d'ambition pour leurs enfants. Mais ils attendent aussi que l'école enseigne des valeurs de dignité, d'humanité, d'ouverture d'esprit, et qu'elle construise des adultes complets, forts et autonomes.

Généralement, la scolarité des enfants est suivie avec attention, et la situation paraît « sous contrôle ». Le rôle des parents leur apparaît comme primordial, au côté de l'école, à laquelle il n'est pas question de tout déléguer :

— « Je fais réviser à mon fils un jour sur deux et ma femme le reste, moi pour la lecture, elle pour l'écriture. » Homme, Portugal.

— « L'école n'est pas là pour remplacer les parents. » Femme, Thaïlande.

C'est aussi la catégorie où les gens peuvent être les plus critiques vis-à-vis de l'école. En particulier, l'école française apparaîtrait comme parfois laxiste, par rapport à certains pays, comme la Russie ou à la Thaïlande.

Type B : Pour ces personnes, l'école est un lieu de réussite et d'épanouissement.

Ils sont conscients que leurs enfants ont de la chance, et espèrent qu'ils vont en tirer profit pour avoir une vie plus facile que la leur.

— « Quand je vois les enfants ici, ils sont gâtés les enfants. J'aurais aimé grandir ici. » Homme, Portugal.

Ils sont reconnaissants du soin qu'on prend de leurs enfants à l'école et du relationnel parents - écoles. Elle fait des efforts vis-à-vis d'eux - en les contactant en cas de problème scolaire, de retard de l'enfant par exemple.

Ils sont très consommateurs des activités sportives ou culturelles que l'école ou la commune peut proposer à leurs enfants, et qu'ils n'auraient pas les moyens de leur offrir. Leur connaissance du français leur permet de ne pas rater les opportunités, nombreuses d'après eux.

— « Il y a beaucoup d'activités sportives, la piscine, le basket, la patinoire. C'est bon pour eux, ça apporte un confort moral et physique... L'été, ils vont au centre aéré. » Homme, Algérie.

Le manque de temps les empêche souvent de suivre de près la scolarité des enfants, mais ils essaient, du moins dans les petites classes. Ensuite, il faut bien

que les enfants deviennent autonomes et responsables, même si les parents se déclarent « fermes » avec eux.

— « Papa aide pour les maths, maman pour le vocabulaire et on est un peu sévère avec les enfants. » Homme, Algérie.

Type C : Les enfants sont obligés d'être autonomes très tôt, avec tous les risques que cela comporte pour eux.

Peut-être du fait de leur propre malaise, ces parents sont ceux qui semblent les plus sensibles à des problèmes de racisme vis-à-vis de leurs enfants. Carmela souffre d'autant plus que sa fille semble mal s'adapter et regretter sa vie d'avant - comme sa mère.

— « Ma fille se sentait à l'écart. Elle avait un accent, des fois les enfants sont méchants et elle a eu mal. » Femme, Portugal.

Globalement, ils pensent que l'école française est de bon niveau, mais, ne parlant pas français, ils n'ont pas la possibilité de se forger leur propre point de vue. Ils ont des difficultés à établir un contact avec l'école, par gêne. Ils ne savent pas non plus forcément que des créneaux sont réservés pour l'échange avec les parents. Ils se tiennent à l'écart de l'école, n'ont qu'un regard lointain sur la scolarité des enfants dont ils finissent

par se sentir éloignés. Cela accentue encore leur sensation d'isolement. Parfois, leurs enfants les tiennent à distance car ils ont honte d'eux.

Contrairement à la catégorie B (« Ascension »), ils ne parviennent pas à tirer profit de ce que l'école pourrait offrir en termes de relations sociales et humaines.

— « Je ne vais pas voir les professeurs à l'école parce qu'on ne me sollicite pas. Ma fille ne me dit rien. Elle a honte de sa mère qui ne parle pas français. Je suis très timide. J'aimerais que l'école m'appelle, me force à y aller ! » Femme, Portugal.

— « Il y a des fêtes à l'école, mais les parents ne se mélangent pas, c'est des clans, les Français avec les Français, les Arabes entre Arabes, ça aide pas à avancer. » Femme, Algérie.

Autre cas de figure, Medjan, en situation d'illettrisme, évoque sa honte et sa solitude par rapport à ce problème que les enseignants ne peuvent pas forcément imaginer car il parle assez bien le français.

— « Quand on récupère le carnet, c'est difficile, c'est quelque chose que je n'aime pas, pour aller voir, discuter... Elles me disent, c'est bon, ce n'est pas bon... je n'aime pas montrer que je ne comprends pas, c'est gênant. Pour moi, c'est une honte. » Homme, Algérie.



Du coup, dans cette catégorie, les interviewés peuvent souffrir d'un accueil qui ne les inclut pas assez. Ils regrettent parfois l'école de leur pays, à l'ambiance plus chaleureuse. Ahn raconte comment, au Vietnam, professeurs et parents partagent ensemble des repas, s'invitent chez les uns et chez les autres, ce qu'elle ne retrouve pas ici.

Type D : Dans l'ensemble, une école perçue très positivement, voire idéalisée, et porteuse d'espoir.

Pour ces parents, la mission de l'école est avant tout une mission d'intégration professionnelle, afin que leurs enfants ne connaissent pas la même misère. Mais elle a aussi pour mission d'aider les enfants à devenir français.

L'école est perçue comme un tremplin, un ascenseur social, un « *dénicheur de talent* ».

— « Il a été très bien accueilli, mon fils dessine très bien et du coup il fait beaucoup de dessins et les profs viennent voir, adorent et c'est pour ça qu'ils sont très gentils avec mon fils. » Homme, Mongolie.

En arrivant, certains enfants ont suivi des classes d'intégration, d'autres se sont vu proposer du support scolaire, de façon parfois bénévole.

Ils sont souvent fiers de leurs enfants, qui apprennent vite le français, qui réussissent. Certains vont beaucoup vers les enseignants, sans s'attarder sur leurs complexes éventuels de ne pas parler correctement le français. Ils ont parfois noué une relation affective avec eux.

— « Je préfère parler, je le fais facilement, je ne veux pas être loin des gens, je veux rester proche. » Femme, Niger.

— « Quand il y a une fête à l'école de la petite, la maman fait des gâteaux... On connaît les maitresses, elles nous embrassent. Et les professeurs (des plus grands), ils viennent chez nous, on les invite. » Homme, Serbie.

Malgré leur méconnaissance du français, ces parents veillent à garder un certain contrôle sur leurs enfants et suivent tant

bien que mal leur scolarité, en montrant leur intérêt au jour le jour.

— « A la maison, je questionne les enfants, je n'arrête pas de leur demander « qu'avez-vous fait aujourd'hui, les contrôles, combien vous avez eu ? » » Homme, Serbie.

Cependant, les parents d'enfants plus âgés regrettent souvent de ne plus pouvoir aider leurs enfants comme dans leur pays, et s'inquiètent, surtout au moment de l'orientation scolaire.

— « Je ne peux pas l'aider, je suis désolé, ça m'embête, je m'inquiète pour mon fils qui a été mal orienté. Il dessine très bien, il est très doué, mais il a été orienté en professionnel soit disant en architecture mais il n'y a aucun cours de dessin. Avant, j'aidais mon fils en Mongolie. » Homme, Mongolie.

Quand l'enfant échoue, faute de suivi approprié, la déception est grande.

— « Mon fils a été orienté en SEGPA, je suis très déçue. Ils ne se sont pas donné assez de mal pour mon fils, ils ont été trop laxistes avec lui, lui permettant de sécher les cours de soutien. » Femme, Turquie.

Quelques suggestions pour rapprocher les parents de l'école

Nous avons présenté aux interviewés certaines propositions issues du rapport de la Députée Valérie Corre sur les relations parents écoles.

Les interviewés adhèrent très largement aux propositions présentées :

→ De mieux informer sur les élections de parents d'élèves. D'une manière générale ils aimeraient pouvoir en être plus proches, être davantage contactés par les délégués des parents d'élèves. Certains parent type de la catégorie (« *Confort* ») souhaiteraient être délégués de parents d'élèves.

→ D'une pré-rentrée pour les parents dans les classes importantes (CP, CM2, 6^{ème}, 3^{ème}, Terminale).

→ De rencontres parents-enseignants plus fréquentes et moins solennelles. Les parents pourraient accompa-

gner leurs enfants dans les classes de l'école élémentaire, comme c'est l'usage en maternelle. Le bulletin trimestriel pourrait être remis en main propre avec explication aux parents. Certains enseignants, selon les interviewés, remettent le bulletin sans aucun commentaire, ce qu'ils regrettent.

→ D'associer les parents au processus d'orientation en les sollicitant tout au long de l'année pour l'animation de rencontres sur les formations et les métiers et en les faisant participer (par exemple présentation de leur métier aux élèves). Les attentes sont surtout des attentes d'explicitation approfondie des différentes filières, programmes et passerelles. Certains élèves ont apparemment été mal orientés dans notre échantillon.

→ De multiplier les temps d'échanges et les « *rituels* » qui permettent de rassembler, de manière conviviale, les membres de la communauté éducative. Les écoles sont perçues de manière inégale. Certaines font peu de fêtes ou alors uniquement en fin d'année, « *trop tard* » pour que se tissent des liens entre parents et avec les enseignants.

→ De faire des établissements des « *centres de ressources* » pour les parents en y organisant, y compris le samedi, des formations pour adultes et des ateliers de réflexion sur des thématiques éducatives. Cette proposition a été particulièrement plébiscitée par ces parents en quête d'apprentissage du français et d'échanges avec d'autres parents. Le dispositif « *Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration* » - qui propose 120 heures de cours de français gratuits par an, dans les écoles, collèges ou lycées, pour les parents étrangers non bénéficiaires d'un Contrat d'accueil et d'intégration - n'était pas connu des personnes interviewées. Il n'est en effet dispensé que dans 434 établissements scolaires.

→ De nouer des liens avec les parents les plus « *éloignés* » de l'école en les rencontrant à leur domicile, selon des modalités adaptées. Certains de ces

parents, de la catégorie « *Usure* », se sentent effectivement concernés et souhaiteraient être « *obligés* » de rencontrer les enseignants.

→ De donner aux parents quelques conseils simples pour suivre la scolarité de leurs enfants. Cette proposition est évidemment très attendue. Une

traduction de ces conseils serait idéale quand on vient d'arriver.

IV. Les associations familiales

Quand on présente aux personnes interviewées la mission des associations familiales, les réactions sont très intéressées par la forme d'accompagnement qu'elles proposent.

La plupart en attendrait des services en matière d'éducation dans deux champs essentiels :

- L'apprentissage de la langue française, y compris pour du perfectionnement
- L'accompagnement scolaire des jeunes.

Pour les personnes qui n'ont pas eu droit aux cours de langue prévus par le Contrat d'accueil et d'intégration, trouver des cours de langue française abordables, à des créneaux horaires compatibles avec la vie familiale et/ou la vie professionnelle, de niveau adéquat (ni trop difficiles ni trop faciles), serait essentiel.

— « *Quand je suis arrivée, j'aurais aimé qu'une structure me dirige, m'oriente, parle avec moi, pour savoir ce que je pouvais faire, mes besoins, l'exemple typique c'est les cours, j'aurais aimé prendre des cours plus tôt, au lieu de faire de la broderie à la maison.* » Femme, Maroc.

— « *Dans le 91, j'ai envoyé plein de lettres pour m'inscrire à des cours de français, mais on ne m'a pas prise. Il paraît qu'ils donnent la priorité aux chômeurs... Je parle bien mais j'aurais besoin de cours de phonétique.* » Femme, Italie.

Elles souhaiteraient par ailleurs une aide au moment de l'entrée en France pour mieux comprendre la France, les démarches administratives.

— « *Pour avancer dans la vie, pour les démarches à faire.* » Femme, Maroc.

— « *Quelqu'un qui me guide.* » Femme, Sénégal.

Un service d'écrivain public serait très utile pour beaucoup.

— « *Très intéressé par des services comme écrivain public, lecture du courrier administratif.* » Homme, Algérie.

Elles apprécient aussi l'idée que les associations familiales puissent créer des moments conviviaux, festifs entre familles, surtout quand on a du mal à aller vers les autres parents de l'école.

— « *Comme une maison de quartier : poterie, peinture, sorties.* » Femme, Algérie.

— « *En quête de chaleur humaine, rencontrer des asiatiques pour qu'ils me fassent comprendre les français, comment s'adapter ici.* » Femme, Thaïlande.



Conclusions et recommandations

Apprendre le français

L'apprentissage du français est primordial pour ces parents primo-arrivants, pour eux-mêmes (réussite professionnelle, démarches administratives, construction sociale) comme pour leurs enfants (suivi de leur scolarité et maîtrise de leur évolution). Certains interviewés ne semblent pas avoir été pris en charge à leur arrivée pour apprendre le français (ils n'ont pas bénéficié du Contrat d'accueil et d'intégration) et ont des difficultés par la suite à trouver des cours abordables, efficaces et adaptés à leur emploi du temps (familial, professionnel). Il faut par ailleurs rappeler que les personnes ne sont pas toutes égales concernant l'apprentissage des langues et que certains interviewés, malgré leur volonté, se sentent dépassées, en échec.

Le risque pour ces personnes, outre leur mal-être en France, touche les enfants et le suivi de leur scolarité, surtout au moment de l'adolescence.



L'École, un rôle primordial

Les attentes vis-à-vis de l'école sont très importantes. Les parents interviewés sont satisfaits de l'école française, mais ils attendraient parfois qu'elle face davantage preuve d'autorité vis-à-vis de leurs enfants, d'autant plus quand ils sont eux-mêmes fragilisés et qu'ils ont besoin de soutien pour l'éducation de leurs enfants. Par ailleurs, si certains parents sont très volontaires pour s'impliquer, d'autres sont timides, perdus (mais pas désintéressés) et auraient besoin d'être fortement sollicités par l'École, avec bienveillance, pour s'en rapprocher.

L'école semble par ailleurs un lieu « idéal » pour apprendre le français et échanger entre parents. Le dispositif « Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration » est à ce titre particulièrement intéressant, mais mériterait d'être réellement développé (il ne concerne aujourd'hui que 434 établissements soit 18% des établissements des Zones d'éducation prioritaire, et moins de 1 pour mille du total des établissements publics en France).

Un champ d'action pour les associations familiales

Quand les personnes arrivent en situation d'urgence, elles sont souvent prises en charge par des associations caritatives. En revanche, pour les autres, notamment celles qui sont en France depuis plus longtemps, il est difficile de savoir à qui s'adresser en cas de difficulté (administratives, sociales...) et pour des cours de français. Les associations familiales ou les UDAF ont mis en place des services et pourraient les développer pour ces familles, dans la durée : écrivain public, cours de français, interprétariat, médiation pour l'école, rencontre d'autres parents, soutien à la parentalité, convivialité...

ETUDE QUALITATIVE - n° 11 - Septembre 2015

Présidente de l'UNAF : Marie-Andrée Blanc / Directrice générale de l'UNAF : Guillemette Leneveu / Sous-directeur de la recherche, des études et de l'action politique : Jean-Philippe Vallat / Responsable des études qualitatives : Patricia Humann / Administrateurs en charge du dossier : Rémy Guilleux, Jean-Marie Bonnemayre / Mise en page et Impression : Hawaii Communication - 1 rue de la Pommeraiie - 78310 Coignières / Dépôt légal : Septembre 2015 / N°ISSN 2109-1439 - Tirage : 2.500 ex.



Union nationale
des associations familiales

28 place Saint-Georges - 75 009 Paris
Tél : 01 49 95 36 00 - www.unaf.fr

en ligne sur le site www.unaf.fr

→ rubrique « études et recherches » - étude qualitative.